



HAL
open science

La patrimonialisation de la nature : un processus en renouvellement

Christine Bouisset, Isabelle Degrémont

► **To cite this version:**

Christine Bouisset, Isabelle Degrémont. La patrimonialisation de la nature : un processus en renouvellement. *Espace Géographique*, 2013, Tome 42 (3), pp.193-199. 10.3917/eg.423.0193 . hal-03928165

HAL Id: hal-03928165

<https://univ-pau.hal.science/hal-03928165>

Submitted on 6 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Christine Bouisset et Isabelle Degrémont (2013) : "La patrimonialisation de la nature, un processus en renouvellement". *L'Espace géographique* 2013/3 (Tome 42), pages 193 à 199.

Ce numéro thématique de l'Espace Géographique rassemble sept articles autour de l'idée qu'il existe aujourd'hui de nouvelles façons de « patrimonialiser » la nature. Elles se traduisent à la fois par une extension spatiale des étendues patrimonialisées et par l'inclusion dans le champ du patrimoine naturel de nouveaux objets et de nouveaux lieux. Il s'agit donc de faire le point, de façon théorique et pratique, sur la patrimonialisation de ces « nouveaux » objets naturels et d'éclairer le processus mental, discursif et spatial qu'est cette patrimonialisation à travers des exemples principalement français, mais aussi européens et mondiaux pour certains.

A l'instar de beaucoup d'autres objets, la nature est entrée dans le champ du patrimoine. De prime abord, l'association des deux termes peut sembler paradoxale car le patrimoine : « *s'inscrit dans l'histoire des hommes, situation peu applicable a priori à un fossile, une roche de l'aire secondaire, une espèce végétale endémique, ou un oiseau rare.* » (Héritier, 2013, p. 4). Si le terme patrimoine renvoie donc d'abord à l'idée de transmission de biens matériels issus de l'histoire, son emploi pour d'autres types d'objets est facilité par le fait qu'il possède, aux yeux de chacun, la résonance juridique de biens que l'on tient du père, racine latine de *patrimonium*. Le succès du patrimoine s'est traduit par la multiplication des objets patrimonialisés, du plus classique comme les monuments, au plus contemporain comme la biodiversité et chaque génération pose un regard neuf sur ce qu'elle considère que doit être son patrimoine. Selon Jean Davallon, est alors patrimoine nouveau « *tout ce qui peut être revendiqué par un groupe social comme tel : tout ce que ce dernier estime avoir reçu et qui, à ce titre, présente une valeur pour lui. Les processus par lesquels les objets deviennent patrimoine sont alors rangés sous l'étiquette de la «patrimonialisation»* » (Davallon, 2003, p.13-14). Cette patrimonialisation ne se résume donc pas aux politiques de conservation et peut être portée par divers groupes sociaux. Mais l'activité institutionnelle intense autour du patrimoine fait que l'ensemble du processus de patrimonialisation est souvent restreint à sa seule dimension publique (car celle-ci a commencé très tôt et en est l'expression la plus visible) y compris dans de nombreux travaux de recherche de sciences humaines et sociales qui s'intéressent moins au patrimoine naturel en lui-même qu'aux politiques de protection dont il est l'objet.

Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut considérer que les scientifiques ont en effet adopté trois grandes familles de postures vis-à-vis du patrimoine : d'abord un intérêt pour des objets d'étude (propres à chaque discipline) qui se retrouvent patrimonialisés, sans que cela change forcément la façon dont les chercheurs les abordent. La deuxième posture est celle d'expert qui répertorie, hiérarchise les valeurs patrimoniales et qui contribue à l'institutionnalisation progressive des patrimoines via la réalisation d'inventaires et la définition de critères de sélection. L'institutionnalisation du patrimoine s'est accompagnée de la création de corps techniques de professionnels qui ont traité et développé les inventaires, mené des politiques de protection puis d'entretien et de mise en valeur du patrimoine. Ces experts ont également commencé à réfléchir sur leurs pratiques et les politiques patrimoniales associées. En est résulté une autre façon d'aborder l'objet patrimoine : certains sont passés d'un inventaire systématique d'éléments patrimoniaux (inventaire de monuments, d'espèces vivantes...) à un rôle de spécialiste des politiques patrimoniales. Une abondante littérature s'est donc développée, notamment sur des éléments patrimoniaux intégrés dans des musées ou liés à l'architecture et leur relation aux politiques publiques de conservation officielle mises en place surtout à partir du début du XX^e siècle (Guillaume, 1980 ; Davallon, 1986 ; Jeudy, 1990 ; Leniaud, 1992 ; Béghain, 1998). Ces approches analysent le patrimoine comme l'émanation d'une politique publique nationale puis locale, ce qui a ensuite amené certains à s'intéresser à leurs conséquences sur les espaces urbains et plus généralement sur les politiques d'urbanisme (Bourdin, 1984 ; Choay, 1992). Cet intérêt témoigne d'une troisième posture scientifique vis à vis du patrimoine : étudier, non pas tant l'élément en lui-même mais plutôt l'engouement patrimonial dont il est l'objet. Les historiens de l'art ont ainsi été

les premiers à se pencher sur le patrimoine monumental en démontrant l'évolution de « faits » de société (Babelon et Chastel, 1980 ; Chastel, 1990) puis plus récemment comme un élément de construction identitaire fondée sur la mémoire (Poulot, 1998 ; Rautenberg, 2003 ; Nemery et *al.*, 2008). Le patrimoine serait donc un fait de société en évolution face à la modernité et signe d'un présentisme « *inquiet, en quête de racines, obsédé de mémoire* » (Hartog, 2003, p. 248).

Les géographes, pour leur part, ont beaucoup travaillé sur les espaces naturels et les politiques de conservation sans nécessairement utiliser explicitement le concept de patrimoine. Ils l'ont eux aussi mobilisé selon plusieurs types d'approche. On note par exemple des travaux sur toutes sortes d'espaces concernés par des mesures de conservation — au sens large — impulsées par les institutions publiques au nom de patrimoines autant bâtis que naturels ou paysagers : réserves, parcs, zonages et labellisations patrimoniales, etc. et ce, dans des cadres conceptuels élargis : espaces urbains, ruraux, naturels ou paysages (Mercier, 1998 ; Chevalier, 1998 ; Duncan et Duncan, 2001 ; Laslaz, 2008 ; Tricaud, 2010 par exemple). Ces travaux ont moins étudié les éléments patrimoniaux eux-mêmes, que les politiques ou stratégies d'appropriation dans lesquelles ils étaient insérés ou dont ils étaient l'objet. Un deuxième type d'approche cherche plutôt à analyser le lien entre patrimoine et territoire dans les politiques publiques à l'échelle locale (Di Méo et *al.*, 1993 ; Lussault, 1993 ; Gravari-Barbas et Guichard-Anguis, 2003 ; Veschambre, 2008 par exemple). Enfin, toujours en relation avec le territoire, certains géographes se sont davantage penchés sur le poids économique du patrimoine et sur les politiques publiques de mise en valeur, de développement touristique ou plus généralement de développement local (Graham et *al.*, 2000 ; Lazzarotti, 2003 ; Sol, 2007 ; Bonérandi, 2008). Il s'est alors agi de travailler sur des problèmes économiques et d'images de marque, de construction ou de reconstruction territoriales, avec une prédilection pour les mondes ruraux (Tomas, 2004 ; Billaudot, 2005 ; Di Méo, 2008 ; Jousseau et *al.*, 2007 ; Garat et *al.*, 2008). C'est dans la même veine que le patrimoine a été analysé comme « ressource territoriale » au service du développement local (Millian, 2004 ; Gumuchian et Pecqueur, 2007 ; Héritier et Guichard-Anguis, 2008 ; Landel et Senil, 2009).

Les chercheurs se sont donc beaucoup interrogés sur le patrimoine sans pour autant épuiser la question ni aborder la patrimonialisation de la nature comme un processus en constante évolution. Cette problématique patrimoniale se renouvelle en effet de plusieurs façons.

Tout d'abord, un nombre croissant d'acteurs (institutions publiques, associations, érudits, chercheurs, etc.) revendiquent légitimité et compétence en matière de construction voire de gestion patrimoniale. Malgré d'apparents consensus, le patrimoine naturel peut s'insérer dans des systèmes de sens et de valeurs très différents (Godard, 2004 ; Bouisset *et al.*, 2010). Cette diversité de pratiques et de discours n'a été que peu étudiée en tant que telle dans sa globalité. Les scientifiques participent d'ailleurs au développement de cette diversité : ils se retrouvent aujourd'hui autant en position de fabricants de l'objet que d'interprètes du processus. Et si le public et surtout certaines élites, via des mouvements associatifs, ont été extrêmement actifs dès le départ dans l'institutionnalisation du patrimoine et le sont encore aujourd'hui (Jeannot, 1989 ; Alphandéry et Fortier, 2011), on peut affirmer, au vu du faible nombre de publications, que l'analyse de l'engouement patrimonial du grand public (en terme de représentations et de valeurs), a été largement oubliée (Söderström, 1987).

Ensuite, comme souligné par de nombreux auteurs pour d'autres catégories de patrimoine, l'extension du champ patrimonial en matière de nature a conduit à patrimonialiser des objets nouveaux de plus en plus nombreux. On observe une double extension, à la fois spatiale et catégorielle du patrimoine. Au plan opérationnel, la multiplication d'objets patrimoniaux conduit à une diversification et une extension croissante des étendues patrimonialisées, ce qui interroge sur l'évolution des critères de sélection, des catégories de patrimoines et des pratiques de gestion des espaces naturels. D'autant que chaque patrimoine est choisi et sélectionné selon le contexte historique de sa patrimonialisation. Chaque époque ajoute une nouvelle couche de patrimoine sans pour autant vraiment effacer celle qui précède : ce que les ancêtres ont construit « patrimoniallement

parlant » n'est pas souvent remis en cause par les descendants et les générations futures. Mais les valeurs contemporaines — les valeurs de « contemporanéité » pour reprendre l'expression d'A. Riegl (1903) ou le « présentisme » de François Hartog (2003) — vont peser sur les discours de justification et donc sur les actions concrètes vis-à-vis du patrimoine produit ou reproduit. Ce constat amène une conséquence majeure : l'octroi de nouvelles valeurs à des espaces anciennement patrimonialisés et donc une complexification des objets qualifiés de patrimoine au cours du temps. Cela montre que la nouveauté patrimoniale est récurrente : l'aboutissement institutionnel de la patrimonialisation qu'est la création d'un parc naturel ou d'une réserve par exemple, ne signifie pas pour autant la fin du processus.

Enfin, le corolaire de l'extension et de la complexification du patrimoine naturel est sa mise en relation avec d'autres notions comme celles de paysages, d'écosystème, d'environnement, etc. Une des dimensions de la nouveauté est sans aucun doute l'intégration du développement durable dans le processus patrimonial qui met en avant les grands équilibres naturels : l'échelle patrimoniale deviendrait globale et universelle et les discours de justification arguent de l'intérêt général de l'humanité et de la survie de la planète. Ces discours s'appuient également sur le succès politique mais aussi populaire du label patrimoine mondial de l'Unesco qui a fait passer le patrimoine naturel comme un bien commun de l'humanité. Cette évolution se traduit également par l'imbrication croissante du patrimoine naturel à d'autres types de patrimoines, patrimoine paysager, patrimoine culturel, etc. Ces extensions et hybridations dans les catégories de patrimoine vont-elles sans tensions ? Les critères de sélection font-ils nécessairement consensus ? La préservation de divers types de patrimoine sur un même espace n'est-elle pas parfois contradictoire ?

Ainsi, les articles de ce numéro thématique explorent les diverses facettes ce renouvellement patrimonial et les difficultés contemporaines posées par la patrimonialisation de la nature. L'article de Bruno Charlier et Nicolas Bougeois offre un état des lieux de la création et de la diffusion de parcs et de réserves de ciel étoilé dans le monde, au départ dans un but essentiellement scientifique puis au nom de valeurs écologiques, paysagères ou culturelles plus larges. Les auteurs montrent comment le processus de patrimonialisation de ces nouveaux objets prend souvent appui sur le périmètre d'espaces naturels déjà protégés dont ils élargissent la portée des mesures de protection.

Le texte de Claire Portal évoque pour sa part la patrimonialisation de paysages de « plat pays » souvent qualifiés d'« ordinaires » en montrant la convergence de regards scientifiques et institutionnels à l'origine de la patrimonialisation de ces nouveaux objets, mais aussi le rôle des associations dans le processus. L'auteure souligne la diversité des valeurs et des critères de reconnaissance patrimoniale et observe que les reliefs qu'elle étudie peuvent être connus et valorisés sans forcément acquérir le statut institutionnel de patrimoine.

Sophie Bonin montre quant à elle que l'inclusion de nouveaux espaces dans le champ du patrimoine s'accompagne aussi d'évolutions catégorielles et témoigne d'une évolution des regards sur la nature : elle évoque la patrimonialisation d'un espace largement anthropisé, les paysages de grande culture dans la plaine de Versailles, sous l'impulsion de la demande de nature et de qualité paysagère de la part des populations périurbaines, et ce à travers l'évolution des politiques publiques et du regard des élus et des riverains.

L'ambivalence des objets patrimonialisés, entre nature et culture est également évoquée dans l'article d'Hervé Davodeau, Claire Pordoy, David Montebault, Régis Barraud et David Carcaud qui s'interroge sur la possible patrimonialisation des épis, éléments hérités de l'histoire du fleuve Loire. Les regards divergents portés sur ces objets au « statut indéfini » (artéfacts à supprimer pour les uns et éléments paysagers acceptés par défaut pour les autres) amènent à s'interroger sur le processus de sélection et les catégories de patrimoines (naturel / culturel) instituées par les politiques publiques. Comme dans le cas de la plaine de Versailles, les auteurs montrent que la nature peut être « *une valeur du paysage même lorsque celui-ci n'est pas naturel* ».

Toutefois, si dans certains cas la patrimonialisation s'accommode d'hybridations entre nature et culture, ailleurs la coexistence des deux pose problème. C'est ce qu'évoque Lionel Laslaz à travers le démantèlement d'installations obsolètes dans les espaces protégés des Alpes françaises au nom de la sauvegarde d'un patrimoine naturel d'exception. L'auteur démontre, qu'ici, l'intérêt potentiel

d'objets culturels se trouve nié au nom d'une autre catégorie de patrimoine et s'interroge tant sur le choix de ce qui doit être ou non patrimonialisé que sur la légitimité des acteurs qui portent ces opérations de démantèlement.

Dans le même sens, Régis Barraud et Michel Périgord étudient la promotion d'une nature sauvage européenne par des mouvements associatifs et certaines politiques publiques *via* la préservation ou la reconquête d'espaces à haut niveau de naturalité. Ils analysent le degré de filiation de ce mouvement avec la *wilderness* américaine et révèlent comment l'argumentaire et l'action en faveur de la « sauvagitude » se construit en instaurant une hiérarchie de valeurs entre espaces selon leur seul degré de naturalité.

Les contradictions dans la patrimonialisation et la non patrimonialisation d'objets si différents interrogent finalement sur la signification de la patrimonialisation et les fonctions dévolues au patrimoine naturel. C'est dans cette perspective que Vincent Berdoulay et Olivier Soubeyran réfléchissent à la redéfinition du sens et du rôle du patrimoine naturel dans l'aménagement dans le contexte du changement climatique. Ils distinguent deux grands modèles de pensée et d'action : le patrimoine comme forme de « résistance » aux changements et à l'inverse le « patrimoine résilience » autour d'espaces exemplaires dans la coadaptation et la coévolution de l'homme et de son environnement.

Bibliographie

Alphandéry P., Fortier A. (2011). « Les associations dans le processus de rationalisation des données naturalistes ». *Natures Sciences Sociétés*, 2011/1, vol. 19, p. 22-30.

Babelon J.-P., Chastel A. (1980). « La notion de patrimoine ». *Revue de l'art*, n°49, p. 5-30.

Béghain P. (1998). *Le patrimoine : culture et lien social*. Paris : Presses de Sciences Po, La Bibliothèque du citoyen, 115 p.

Billaudot B. (2005). « Le territoire et son patrimoine ». *Géographie, économie, société*, 1/2005 (Vol. 7), p. 83-107. URL : www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2005-1-page-83.htm.

Bonérandi E. (2008). « Le recours au patrimoine, modèle culturel pour le territoire ? ». *Géocarrefour* [En ligne], vol. 80/2 | 2005, p. 91-100, consulté le 04 mai 2013. URL : <http://geocarrefour.revues.org/991>.

Bouisset C., Degrémont I., Sevilla J. (2010). « Le patrimoine naturel en Aquitaine vu du Web : discours, valeurs, fonctions ». *Sud-Ouest Européen* n°30, p. 85-98.

Bourdin A. (1984). *Le patrimoine réinventé*. Paris : PUF, Espaces et liberté, 240 p.

Chastel A. (1990). « Le patrimoine ». *Encyclopedia Universalis, Symposium*, p. 220-228.

Chevalier D. (1998). « Des vaches, des moutons et des poules ou de quelques usages contemporains du patrimoine vivant ». *Revue de géographie alpine*, tome 86, n°4, p. 61-70.

Choay F. (1992). *L'allégorie du patrimoine*. Paris : Le Seuil, La couleur des idées, 273 p.

Davallon J. (2003). « Introduction », Nouveaux regards sur le patrimoine, *Culture & Musées*, n°1, p. 13-18.

Davallon J. (dir.). (1986). *Claquemurer pour ainsi dire tout l'univers, la mise en exposition*. Paris : Centre Georges Pompidou, 302 p.

- Desvallées A. (1998). « A l'origine du mot « patrimoine ». *Patrimoine et modernité*. Paris : L'Harmattan, coll. Chemins de la mémoire, p. 89-105.
- Di Méo G. (2008). « Processus de patrimonialisation et construction des territoires ». Colloque *Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser*, Poitiers - Châtellerauld (2007). [Mis en ligne le 26 mai 2008] URL <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00281934/fr/>.
- Di Méo G., Castaingts J.-P., Ducournau C. (1993). « Territoire, patrimoine et formation socio-spatiale (exemples gascons) ». *Annales de Géographie*, tome 102, n°573, p. 472-502.
- Duncan J. S., Duncan N. G. (2001). « The Aestheticization of the Politics of Landscape Preservation ». *Annals of the Association of American Geographers*, 91 (2), p. 387-409.
- Hartog F. (2003). *Régimes d'historicité*, Paris, Seuil, 321 p.
- Héritier S. (2013). « Le patrimoine comme *chronogénèse*. Réflexion sur l'espace et le temps », *Annales de Géographie*, n° 689, p. 3-23.
- Héritier S., Guichard-Anguis S. (2008). « Le patrimoine « naturel », entre culture et ressource ». *Géographie et Cultures*, n° 66, p. 3-10.
- Garat I., Gravari-Barbas M., Veschambre V. (2008). « Préservation du patrimoine bâti et développement durable : une tautologie ? Les cas de Nantes et Angers ». *Développement durable et territoires*, Dossier 4 : La ville et l'enjeu du Développement Durable. URL : <http://developpementdurable.revues.org/4913>.
- Godard O. (2004). « De la pluralité des ordres - Les problèmes d'environnement et de développement durable à la lumière de la théorie de la justification ». *Géographie, économie, société*, 2004/3, vol. 6, p. 303-330.
- Graham, B. J., Ashworth G. J., Tunbridge J. E. (2000). *A Geography of Heritage: Power, Culture and Economy*. Londres : Arnold, 288 p.
- Guillaume M. (1980). *La politique du patrimoine*. Paris : Galilée, coll. Espace critique, 236 p.
- Gumuchian H., Pecqueur B. (dir.). (2007). *La ressource territoriale*. Paris : Éd. Anthropos, 254 p.
- Hartog F. (2003). *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*. Paris : Editions du Seuil, coll. La librairie du XXIe siècle, 272 p.
- Jeannot G. (1989). « Ce que les associations donnent à voir du patrimoine ». *Les annales de la recherche urbaine*, n°42, p. 27-35.
- Jeudy H.-P. (dir.). (1990). *Patrimoines en folie*. Paris : Éditions de la MSH, coll. Ethnologie de la France, 297 p.
- Jousseume V., David O., Delfosse C. (2007). « Editorial, Patrimoine, culture et construction identitaire dans les territoires ruraux ». *Noroi*, [en ligne] 204, 2007/3 , consulté le 15 octobre 2012. URL : <http://noroi.revues.org/1397>.
- Landel P.-A., Senil N. (2009). « Patrimoine et territoire, les nouvelles ressources du développement ». *Développement durable et territoires*, Dossier 12 : Identités, patrimoines collectifs et développement soutenable, consulté le 03 novembre 2012. URL : <http://developpementdurable.revues.org/7563>.

- Laslaz L. (2008). « Le chardon bleu, instrument de l'acceptation sociale dans les politiques des parcs nationaux alpins français ». *Géographie et cultures*, n° 66, p. 27-44.
- Lazzarotti O. (2003). « Tourisme et patrimoine : ad augusta per angustia ». *Annales de Géographie*, vol. 112, n° 629, p. 91-110.
- Leniaud J.-M. (1992). *L'utopie française, essai sur le patrimoine*. Paris : Editions Mengès, p. 181.
- Lussault M. (1993). *Tours : images de la ville et politique urbaine*. Tours : Maison des Sciences de la Ville, 415 p.
- Mercier G. (1998). « Patrimoine urbain et insignifiance », *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 42, n°116, p. 269-273.
- Micoud A. (1992). « Les grands sites naturels et la géographie du beau pays de France ». *Tourisme et environnement*. Paris : La Documentation française, p. 103-111.
- Milian J. (2004). *Protection de la nature et développement territorial dans les Pyrénées*. Thèse de doctorat en géographie et aménagement. Université de Toulouse le Mirail, 863 p.
- Némery J.-C., Rautenberg M., Thuriot F. (dir.). (2008). *Stratégies identitaires de valorisation et de conservation du patrimoine*. Paris : L'Harmattan, 144 p.
- Pottier A. (2012). *La forêt des Landes de Gascogne comme patrimoine naturel ? Echelles, enjeux, valeurs*. Thèse de doctorat en Géographie, Université de Pau et des pays de l'Adour, sous la direction de V. Berdoulay et C. Bouisset, 487 p.
- Poulot D. (1998). « Le patrimoine et les aventures de la modernité ». *Patrimoine et modernité*. Sous la direction de D. Poulot. Paris : L'Harmattan, coll. Chemins de la mémoire, p. 7-67.
- Rautenberg M. (2003). *La rupture patrimoniale*. Grenoble : éd. À la croisée, coll. Ambiances, ambiance, 173 p.
- Riegl A. (1984) [1^{ère} édition : 1903]. *Le culte moderne des monuments, essence et genèse*. Paris : Editions du Seuil, coll. Espacements, 122 p.
- Senil N. (2011). « Réordonner l'espace et le temps : Analyse croisée de la mise en patrimoine de la grotte Chauvet et du viaduc de Millau ». *Revue de géographie alpine*, [En ligne] 99-2 | 2011, consulté le 11 décembre 2012. URL : <http://rga.revues.org/1436> ; DOI : 10.4000/rga.1436.
- Söderström O. (1987). « Logiques et pratiques ordinaires du patrimoine ». *Les langages des représentations géographiques*. Venise : Università degli Studi di Venezia. Dipartimento di Scienze Economiche, vol. 2, p. 63-80.
- Sol M.-P. (2007). « La patrimonialisation comme (re)mise en tourisme. De quelques modalités dans les « Pyrénées catalanes » ». Violier P. et Lazzarotti O. (dir.). *Tourisme et patrimoine. Un moment du monde*. Presses de l'Université d'Angers, p. 161-175.
- Tomas F. (dir.) (2004). « Patrimoine et aménagement urbain ». *Géocarrefour*, Vol.79/3.
- Tricaud P.-M. (2010). *Conservation et transformation du patrimoine vivant, Etude des conditions de préservation des valeurs des patrimoines évolutifs*. Institut d'Urbanisme de Paris, Thèse de doctorat « Aménagement de l'espace, Urbanisme », sous la direction de T. Paquot, 248 p. URL : http://www.projetsdepaysage.fr/images/documents/tricaud_these.pdf [consulté le 14 juin 2013].

Veschambre V., 2008. *Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 315 p.

Watremez A. (2009). *Le patrimoine des Avignonnais : la construction du caractère patrimonial de la ville par ses habitants*. Thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, Université d'Avignon et des pays de Vaucluse, Université du Québec à Montréal, sous la direction de J. Davallon et L. Noppen, 335 p.